

La note de Conjoncture de la CAPEB

LA LETTRE
D'INFORMATION
HEBDOMADAIRE
DU RÉSEAU

Conjoncture du
2^e trimestre 2017

Juillet 2017



EN SYNTHÈSE

UNE ACCÉLÉRATION DE L'ACTIVITÉ QUI SE POURSUIT AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2017

Les entreprises artisanales du bâtiment enregistrent au 2^{ème} trimestre 2017 une croissance plus importante qu'en début d'année, avec une activité globale qui progresse de +2,5% en volume. La perspective à la hausse des carnets de commandes présage une poursuite de l'embellie, notamment en construction neuve.

Mémo du trimestre

Activité globale **↗+2,5%**

Neuf **↗+4,5%**

Entretien-Rénovation
↗+1%

Prévisions 2017

Activité globale
↗[+2,5%; +3%]

Neuf
↗[+4,5%; +5%]

Entretien-Rénovation
↗[+0,5%; +1%]

La hausse de l'activité de l'artisanat du bâtiment au 2^{ème} trimestre 2017 s'explique, comme aux trimestres précédents, par une forte progression de la construction neuve (+4,5% par rapport au 2^{ème} trimestre 2016), et une croissance, bien que modérée, qui se poursuit dans l'entretien-rénovation (+1% sur la même période).

Le rythme de croissance en construction neuve devrait continuer sur sa lancée, bénéficiant d'une hausse de +14% des mises en chantier de logements, accompagnée d'une augmentation de +12,9% des autorisations à fin mai 2017 (sur douze mois cumulés). La hausse de l'entretien-rénovation, notamment portée par les travaux d'amélioration de la performance énergétique du logement (+2% au 2^{ème} trimestre 2017 par rapport au 2^{ème} trimestre 2016), devrait également se maintenir grâce au fort dynamisme des ventes de logements anciens (895 000 ventes sur douze mois cumulés en avril 2017). D'une manière générale, les taux d'intérêts encore bas devraient continuer à soutenir le marché du logement.

La hausse de l'activité de l'artisanat du bâtiment profite à l'ensemble des corps de métiers. Notons toutefois que les travaux de maçonnerie se démarquent, avec une forte progression (+4% par rapport au même trimestre l'année précédente), profitant tout particulièrement de la forte activité de la construction de maisons individuelles. Cette hausse se constate dans l'ensemble des régions

métropolitaines, avec, toutefois, des hausses plus marquées dans le Nord-Ouest et le Sud de la France. Les carnets de commandes représentent désormais 94 jours de travail, soit 14 jours de plus qu'au début du mois de juillet 2016.

Les effets de cette reprise commencent à se ressentir dans les statistiques sur l'emploi salarié de l'artisanat du BTP, qui augmente de +0,3% au 1^{er} trimestre 2016 (par rapport au même trimestre l'année précédente) même si certaines entreprises commencent à éprouver des difficultés à embaucher : 27% des entreprises artisanales ont ainsi cherché à embaucher au cours du 1^{er} semestre 2017, et 7% n'y sont pas parvenues. Les intentions d'embauches restent orientées à la hausse pour le second semestre 2017, avec 21% des entreprises artisanales envisageant des recrutements de salariés supplémentaires (contre 10% un an auparavant). Néanmoins, la situation de la trésorerie des entreprises artisanales reste encore difficile, même si elle continue de s'améliorer, avec 22% des entreprises déclarant une amélioration de la trésorerie (contre 14% une détérioration).

Enfin, si le contexte économique est favorable à la croissance du bâtiment, les choix du gouvernement en matières fiscales (TVA à 5,5% ; CITE, PTZ...) pèseront fortement sur la poursuite du redémarrage de l'activité et de l'emploi dans l'artisanat du bâtiment.

(Évolution en volume de l'activité des entreprises artisanales du bâtiment)

VOLUME D'ACTIVITÉ

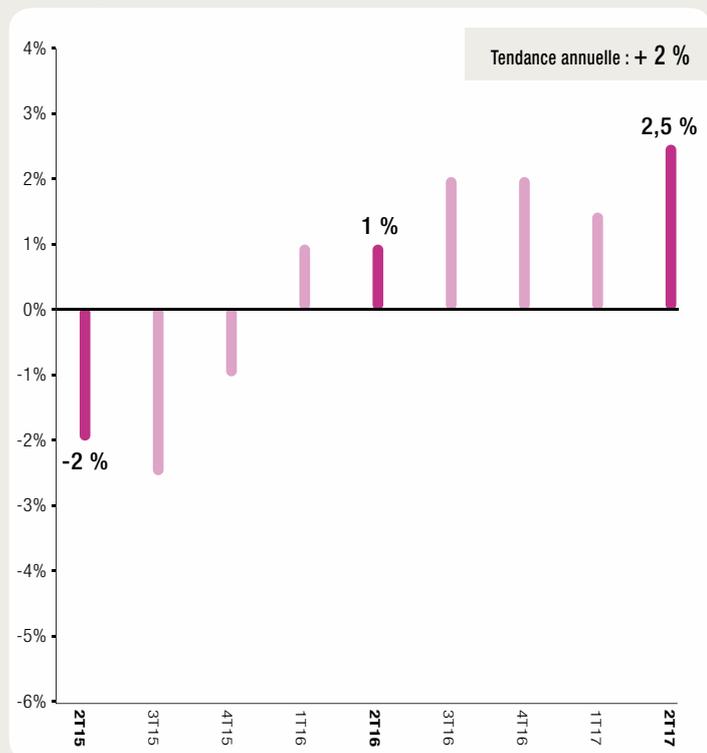
Un rythme de croissance qui s'accélère au 2^{ème} trimestre 2017

Le volume d'activité des artisans du bâtiment continue de progresser au 2^{ème} trimestre 2017, avec une hausse de + 2,5 % (par rapport au même trimestre de l'année précédente). Cette progression de l'activité est principalement portée par l'augmentation du volume d'activité

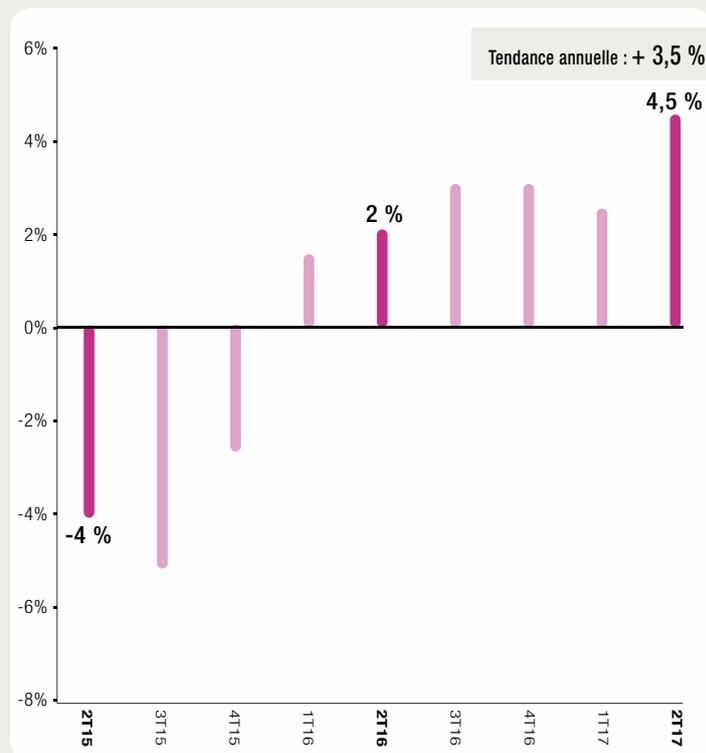
enregistrée dans la construction neuve + 4,5 % au 2^{ème} trimestre 2017 (par rapport au même trimestre en 2016), un rythme de croissance non atteint depuis le 4^{ème} trimestre 2011. L'activité d'entretien-rénovation enregistre quant à elle une progression moins prononcée de + 1 %

au 2^{ème} trimestre 2017 (par rapport au 2^{ème} trimestre 2016). Ceci malgré le dynamisme du volume d'activité des travaux d'Amélioration de Performance Energétique du Logement qui progresse de + 2 % sur la même période.

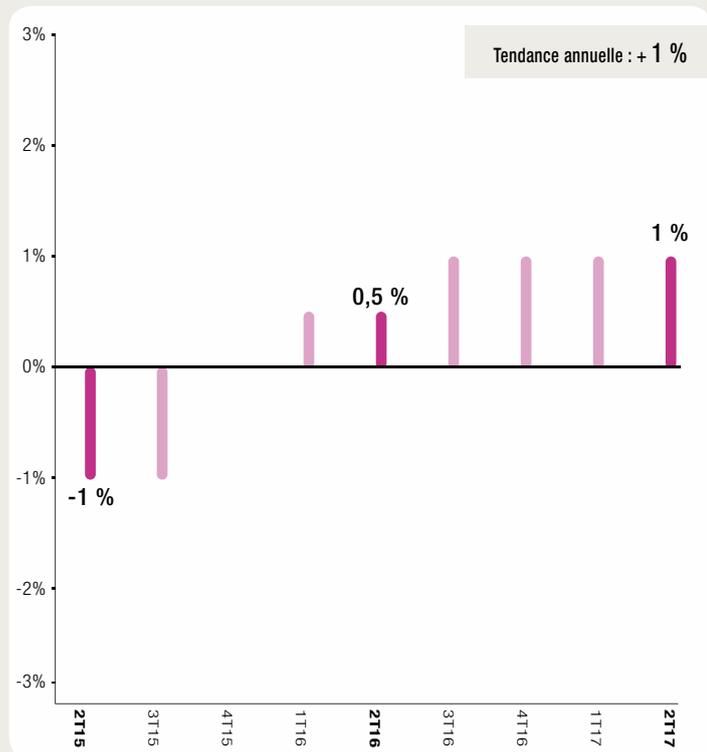
Activité globale



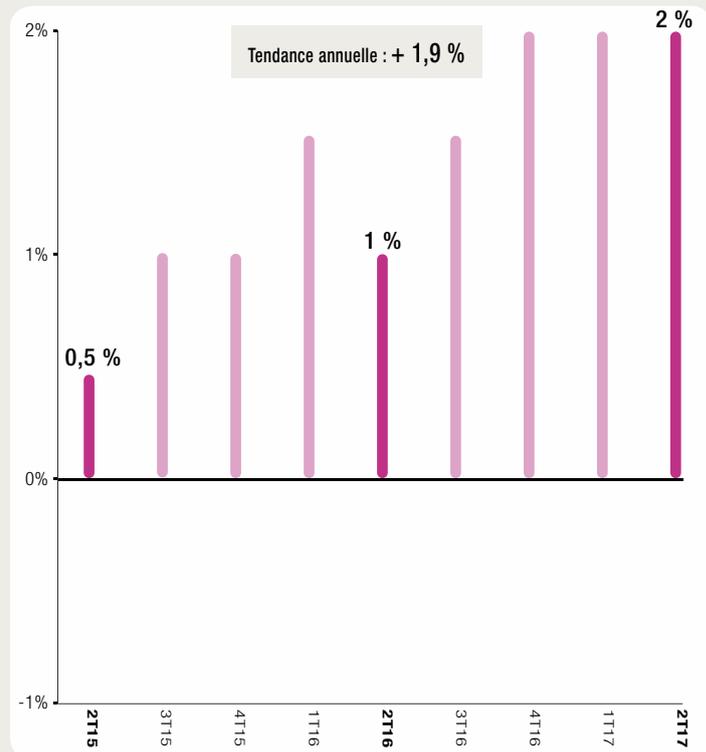
Construction neuve



Entretien-rénovation (y compris les travaux d'APEL)



Travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement (APEL)



Sources CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

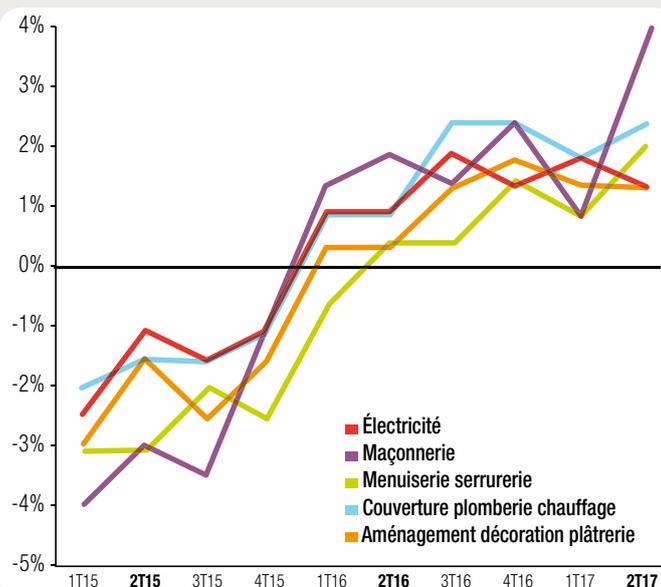
ACTIVITÉ

ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Une hausse d'activité qui profite à l'ensemble des corps de métiers

Au 2^{ème} trimestre 2017, la progression du volume d'activité est comprise en + 1,5 % et + 4 % pour l'ensemble des corps de métiers.

Les métiers de la maçonnerie tirent particulièrement leur épingle du jeu ce trimestre, avec une hausse de + 4 %. Pour l'ensemble des corps de métiers, les rythmes de croissance s'accroissent ou se maintiennent à ce trimestre, sauf pour les métiers de l'électricité dont le rythme de croissance diminue de 0,5 point par rapport au trimestre précédent.

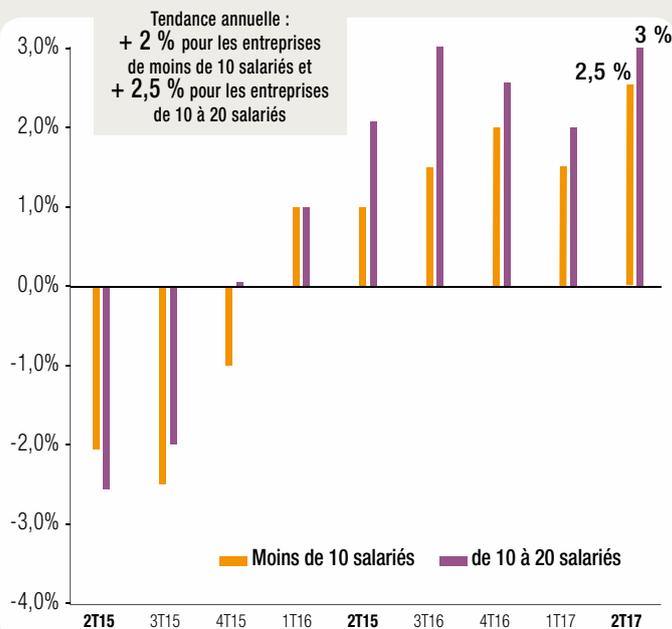


Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Une hausse d'activité plus marquée pour les entreprises de 10 à 20 salariés

Au 2^{ème} trimestre 2017, la croissance de l'activité est plus prononcée dans les entreprises de 10 à 20 salariés (+ 3 % par rapport au même trimestre l'année précédente) que pour les entreprises de moins de 10 salariés (+ 2,5 % sur la même période). Le rythme de croissance s'accroît par rapport au 1^{er} trimestre 2017, il augmente de 1 point, quel que soit la taille des entreprises.



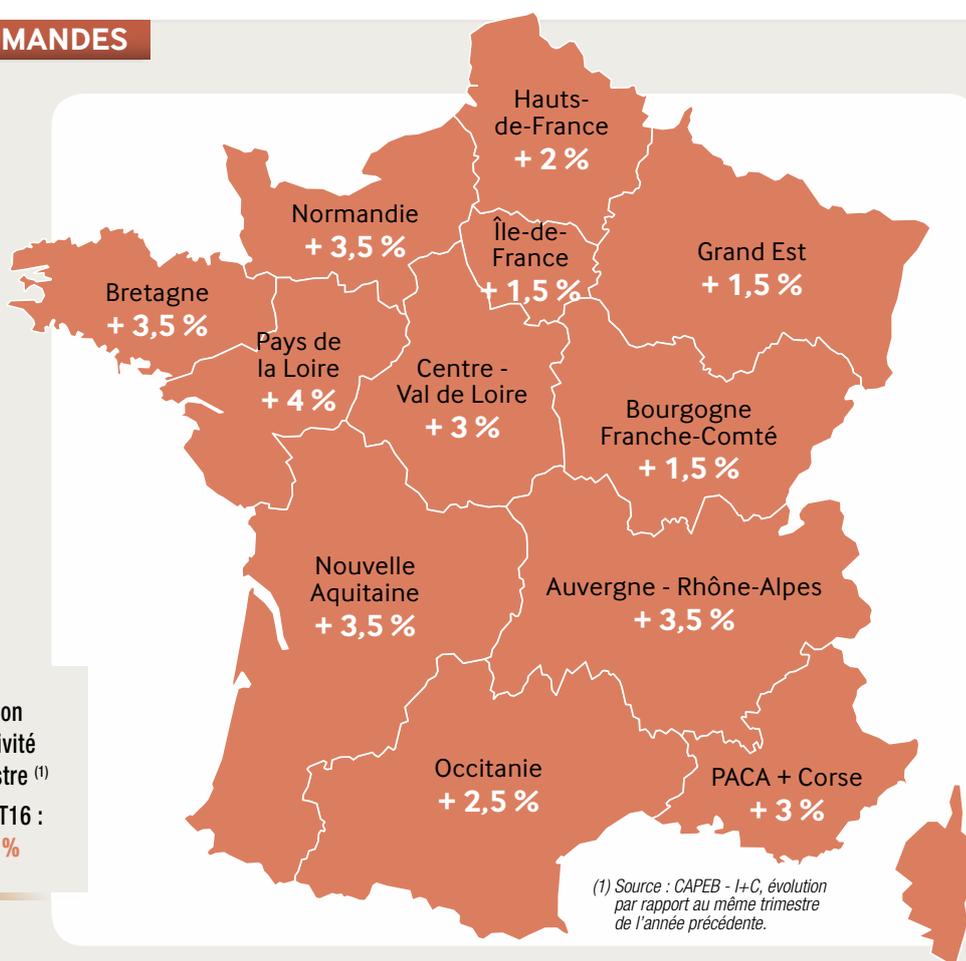
Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR RÉGIONS ET COMMANDES

Activité réalisée au 2T2017

Au 2^{ème} trimestre 2017, la totalité des régions enregistrent une hausse de leur activité, comprise entre + 1,5 % et + 4%. Les rythmes de croissance s'accroissent pour la totalité des régions, et notamment pour les Hauts-de-France, la Bourgogne-Franche-Comté et l'Auvergne-Rhône-Alpes (+ 2 points par rapport au trimestre précédent).

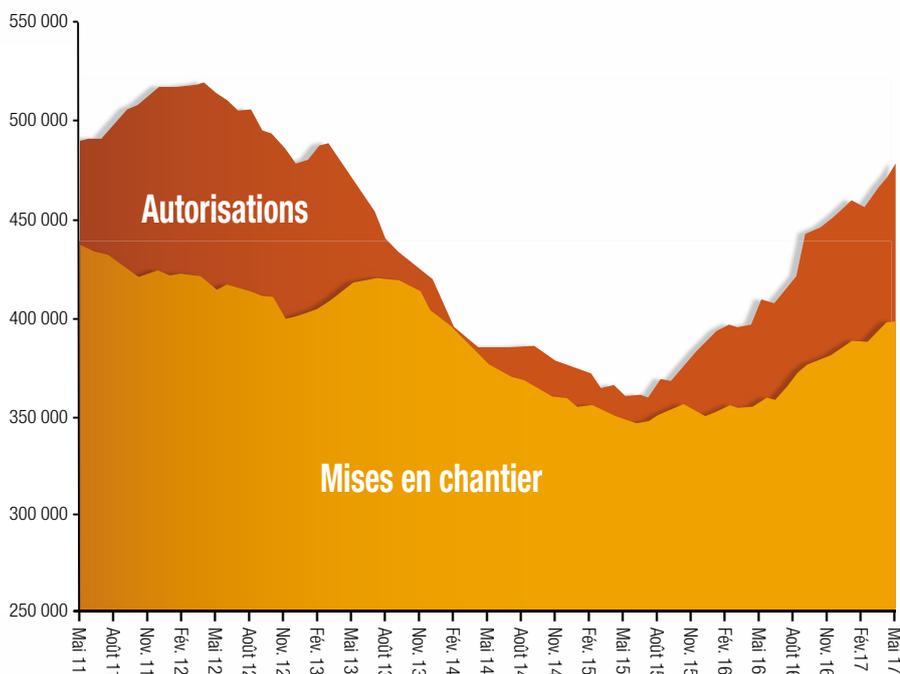
L'activité est particulièrement dynamique dans le Nord-Ouest et le Sud de la France, avec une activité supérieure ou égale à 3 % pour l'Auvergne-Rhône-Alpes, la Bretagne, le Centre Val de Loire, la Nouvelle Aquitaine, la Normandie, le Pays de la Loire, et la région PACA.



Situation de l'activité du trimestre ⁽¹⁾
2T17 / 2T16 :
+ 2,5 %

(1) Source : CAPEB - I+C, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS



Les mises en chantier

À la fin du mois de mai 2017, le nombre de logements commencés s'établit à 397 700 (en cumul sur douze mois), soit une hausse de + 14 % par rapport à la même période de l'année précédente (de juin 2015 à mai 2016). Cette hausse s'explique notamment par le dynamisme de la construction de logements collectifs, qui augmente de + 17,9 %.

En mai 2017, le nombre de permis de construire de logements déposés sur douze mois cumulés s'établit à 477 600, soit une hausse significative de + 12,9 %, une hausse portée notamment par les logements collectifs (+ 16 %), tandis que les logements en résidence diminuent de - 0,3 %. Cette progression laisse présager des perspectives favorables pour la construction neuve pour la suite de l'année 2017.

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin mai 2017)

Variation (juin 2016 à mai 2017 / juin 2015 à mai 2016)

Individuels purs	119 200	+ 13,3 %
Individuels groupés	37 500	+ 3,8 %
Collectifs	212 700	+ 17,9 %
Logements en résidence	28 300	+ 5,1 %
Total	397 700	+ 14,0 %

Source : MEEM (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles

Type de logements autorisés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin mai 2017)

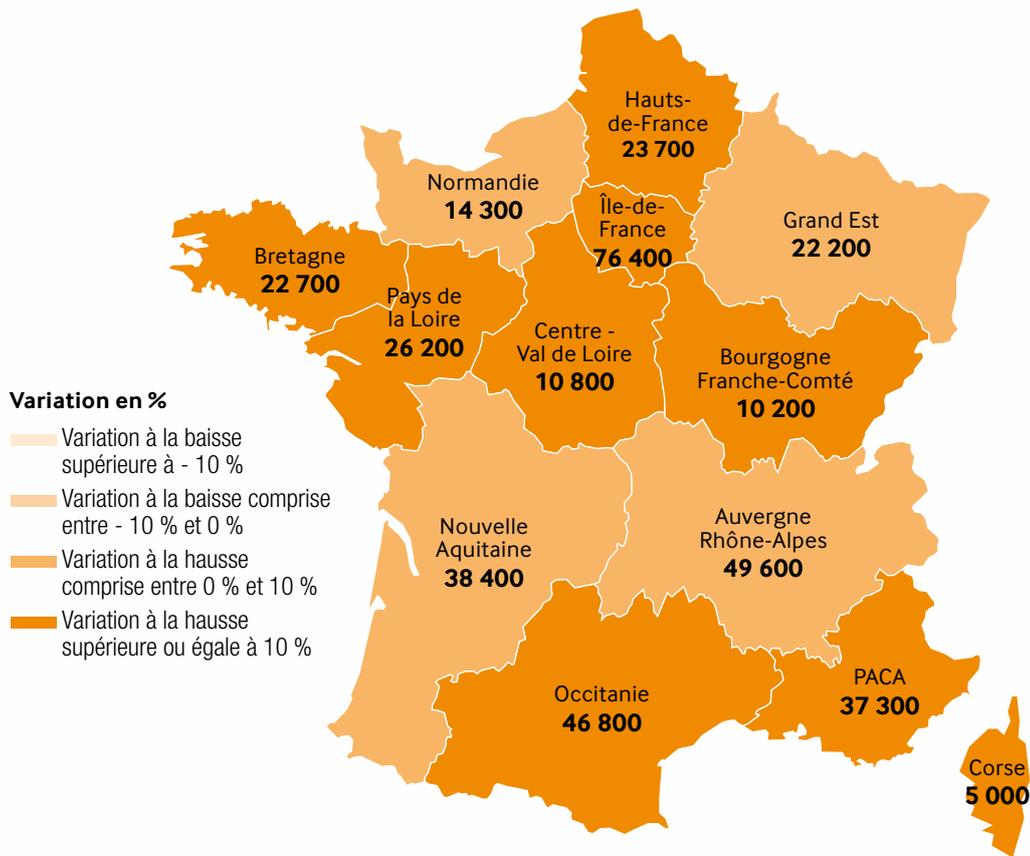
Variation (juin 2016 à mai 2017 / juin 2015 à mai 2016)

Individuels purs	139 100	+ 15,3 %
Individuels groupés	49 800	+ 3 %
Collectifs	252 300	+ 16,0 %
Logements en résidence	36 400	- 0,3 %
Total	477 600	+ 12,9 %

Source : MEEM (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS PAR RÉGION

LOGEMENTS COMMENCÉS (JUIN 2016 À MAI 2017)



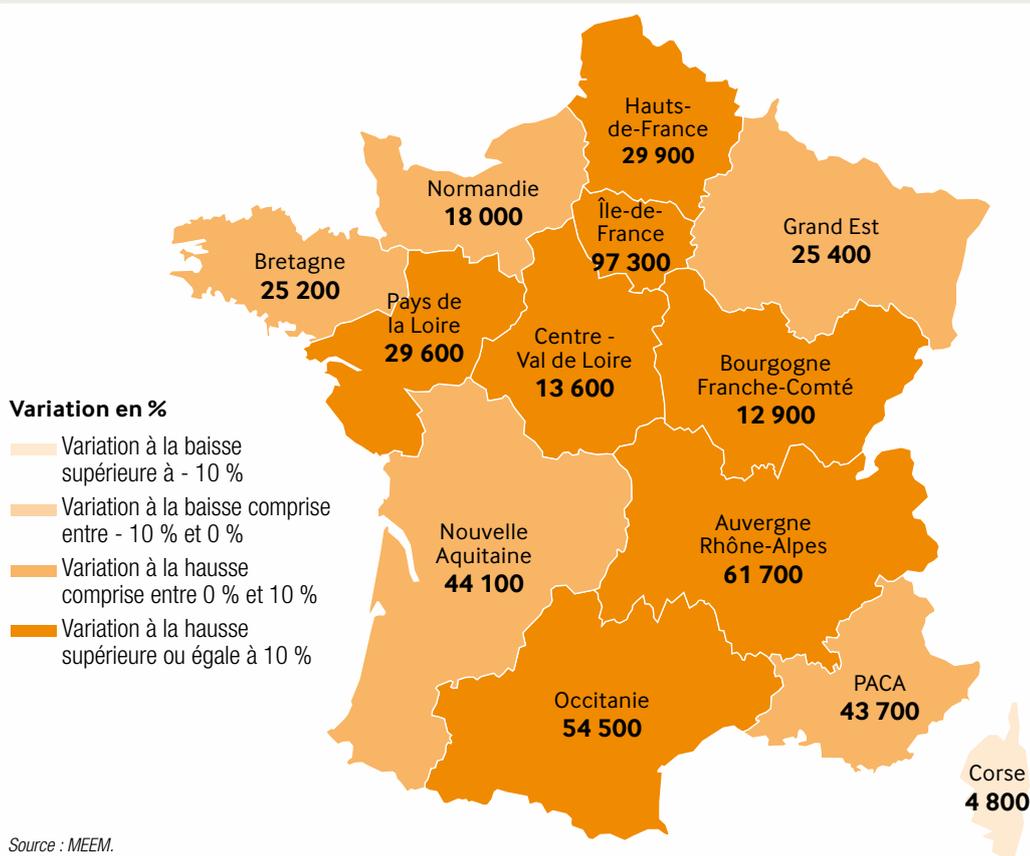
Au niveau national, le nombre de logements mis en chantier, cumulés sur douze mois (de juin 2016 à mai 2017), a progressé de + 14 % par rapport à la même période l'année précédente, soit 397 700 logements commencés.

Les mises en chantiers ont progressé sur l'ensemble du territoire, avec 9 régions enregistrant une hausse supérieure à 10 % (Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Corse, Hauts-de-France, Ile-de-France, Occitanie, Pays de la Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Normandie affichent des hausses plus modérées comprises entre 0 % et 5 %.

Grille de lecture : dans la région Grand-Est le nombre de logements mis en chantier cumulés sur une période d'un an, allant de juin 2016 à mai 2017, a enregistré une hausse comprise entre 0 et 10 % par rapport à la même période un an auparavant (juin 2015 à mai 2016). Ainsi à la fin mai 2017, le cumul sur un an de logements mis en chantier s'établissait à 22 200.

LOGEMENTS AUTORISÉS (JUIN 2016 À MAI 2017)



Au niveau national, les permis de construire affichent une progression significative de + 12,9 % au cours des 12 derniers mois (de juin 2016 à mai 2017 par rapport à la même période de l'année précédente), soit 477 600 autorisations.

Le nombre de permis a progressé dans plus de 90 % des régions, et pour 7 d'entre elles cette hausse est élevée puisqu'elle est supérieure à 10 % (Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Hauts-de-France, Ile-de-France, Occitanie, et Pays de la Loire).

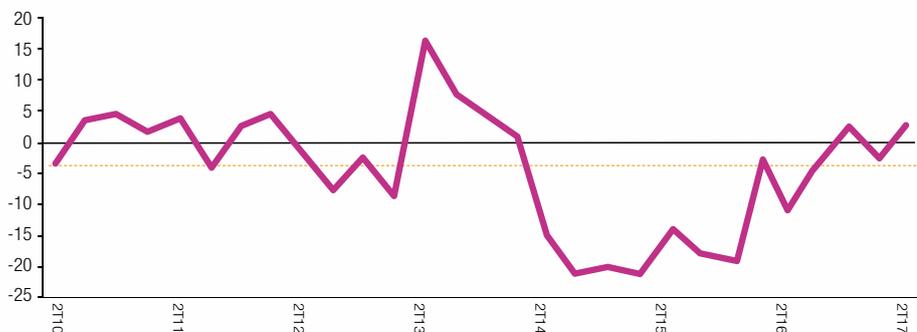
Seule la Corse enregistre une forte chute de ses permis inférieure à - 10 %.

Grille de lecture : dans la région Grand Est, le nombre de permis de construire cumulés sur une période d'un an, allant de juin 2016 à mai 2017, a enregistré une hausse comprise entre 0 et 10 % par rapport à la même période un an auparavant (juin 2015 à mai 2016). Ainsi à la fin mai 2017, le cumul sur un an de permis de construire s'établissait à 25 400.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions en hausse

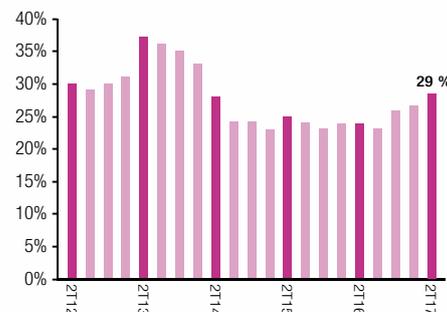
Le solde d'opinions concernant l'activité avec les collectivités locales est à nouveau positif, avec 15 % des entreprises déclarant une baisse de leur chiffre d'affaires réalisés avec les collectivités locales, et 17 % une hausse, soit un solde de + 2 points (contre - 4,2 en moyenne sur le long terme).



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en rose : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

29 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

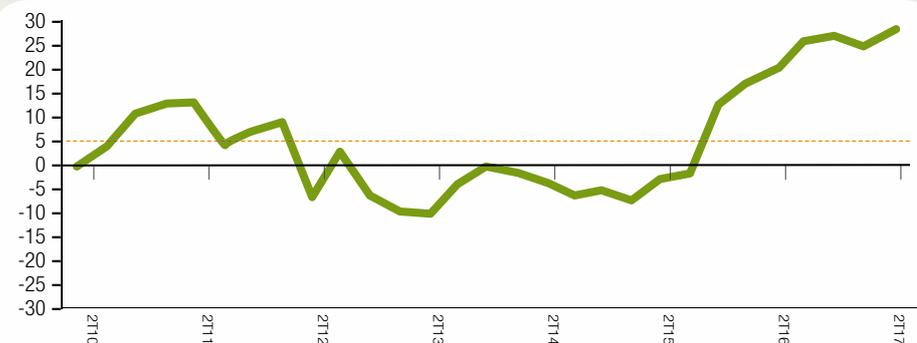
Le nombre d'entreprises travaillant pour le compte des collectivités locales est haussé au 2^{ème} trimestre 2017 : 29 % (contre 24 % au même trimestre l'année précédente), un niveau non-atteint depuis le 1^{er} trimestre 2014.



SOUS-TRAITANCE

Un solde d'opinions positif de nouveau en hausse

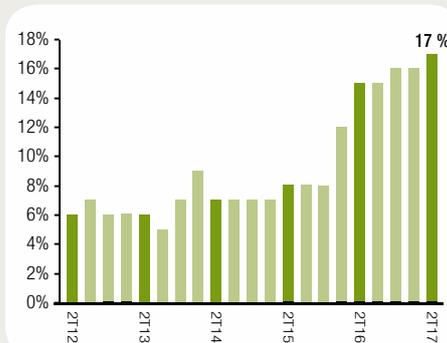
Seules 4 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance tandis que 32 % constatent une progression. L'activité en sous-traitance est ainsi très supérieure à la moyenne observée sur les sept dernières années : après avoir légèrement diminué en début d'année, le solde d'opinion est de nouveau en hausse et s'établit à + 28 points (contre 5,1 points pour la moyenne de long terme).



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en vert : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

17 % des entreprises en sous-traitance

La part d'entreprises réalisant des travaux en sous-traitance se stabilise à 17 %, soit 2 points de plus qu'au même trimestre l'année précédente (15 %).



ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens cumulés sur les douze derniers mois (en milliers)



Source : CGEDD.

895 000 logements anciens vendus en avril 2017

En avril 2017, 895 000 ventes de logements anciens sont comptabilisées (en cumul sur 12 mois), soit une hausse significative de 9 % sur un an. Il s'agit du plus haut niveau jamais constaté depuis l'origine de la série statistique en 2001.

COMMANDES

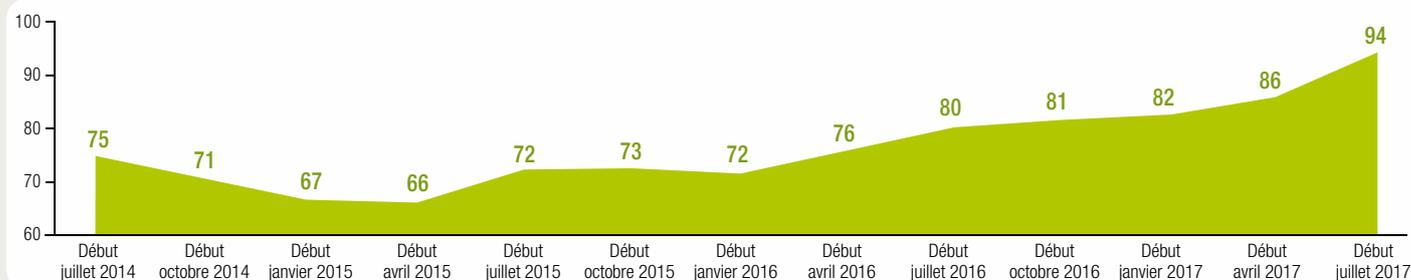
CARNETS DE COMMANDES

Le nombre de jours des carnets de commandes continue de progresser

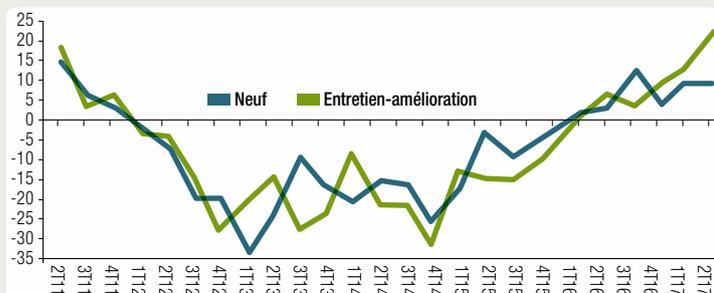
Les carnets de commandes représentent 94 jours de travail au 2^{ème} trimestre 2017 (soit 14 jours de plus qu'un an auparavant).

Le renouvellement des carnets de commandes augmente pour l'ensemble des entreprises quel que soit leur effectif salarié (moins de 10 et de 10 à 20 salariés). Il augmente pour la construction neuve et se stabilise dans l'entretien-amélioration.

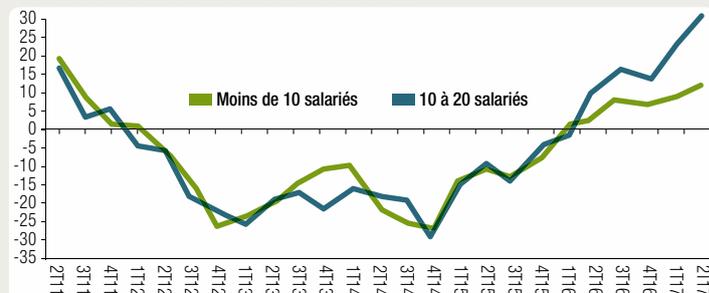
Évolution des carnets de commandes en nombre de jours



Neuf / Entretien-amélioration



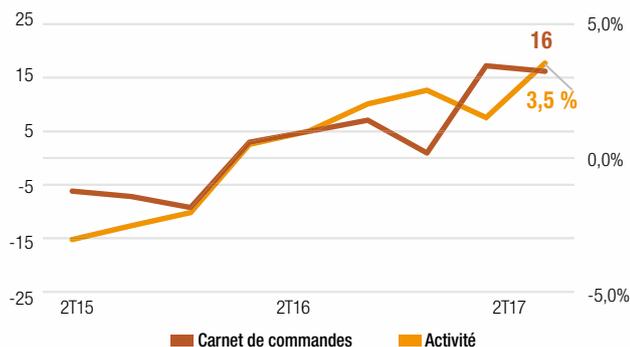
Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



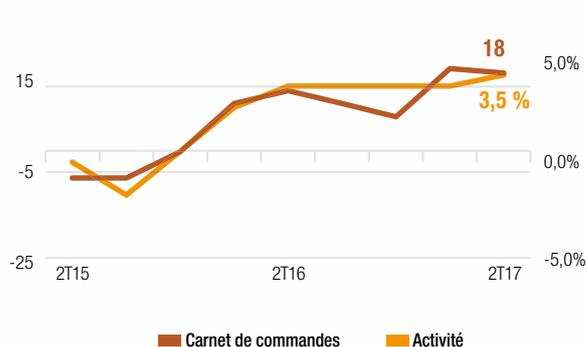
Source : CAPEB - I-C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

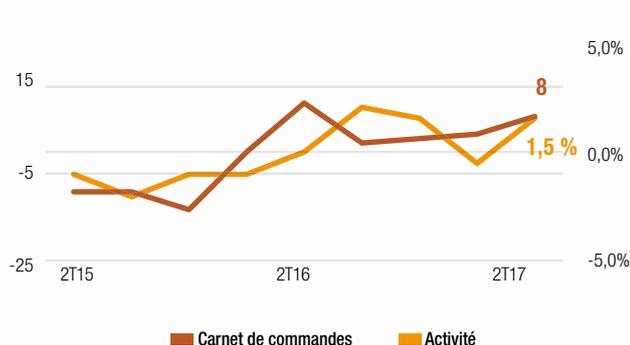
Auvergne-Rhône-Alpes



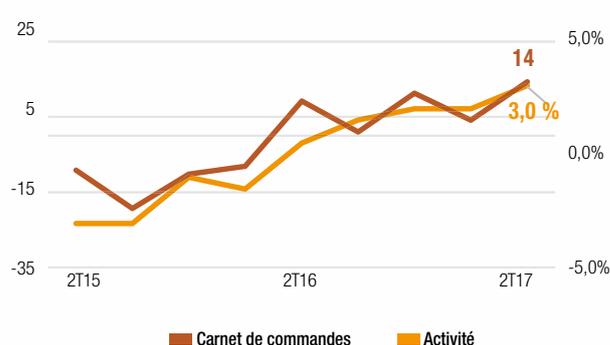
Bretagne



Bourgogne-Franche-Comté

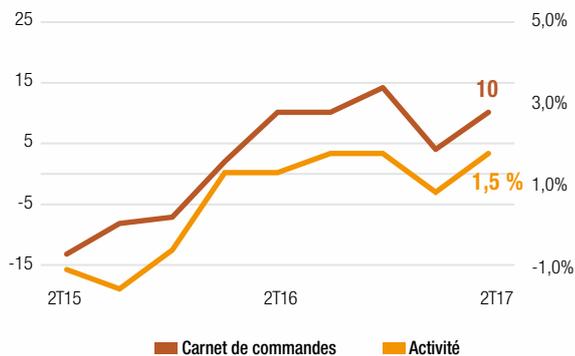


Centre Val de Loire

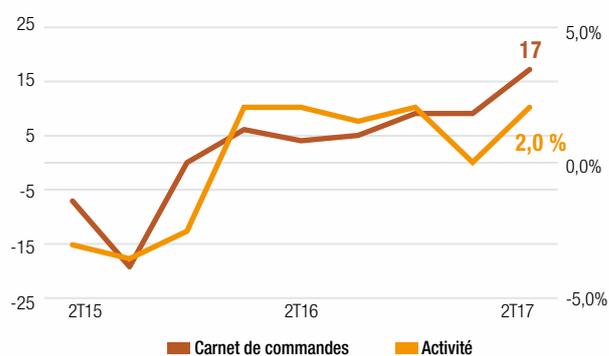


CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

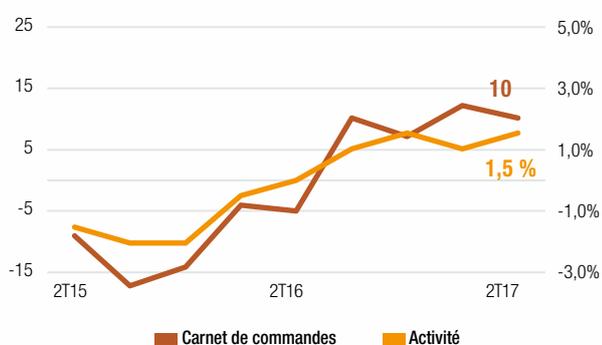
Grand Est



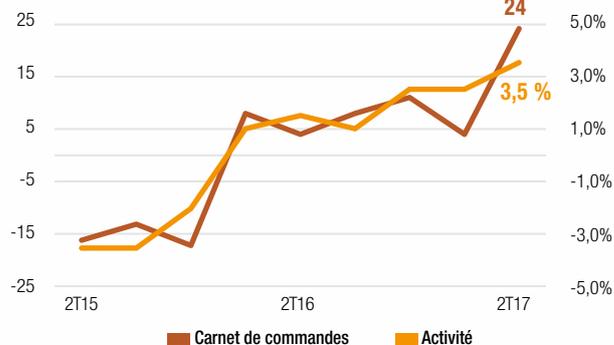
Hauts-de-France



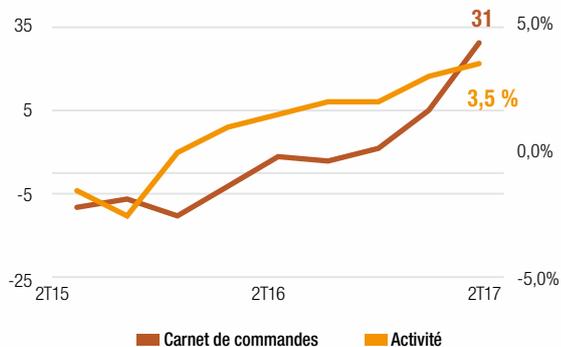
Île-de-France



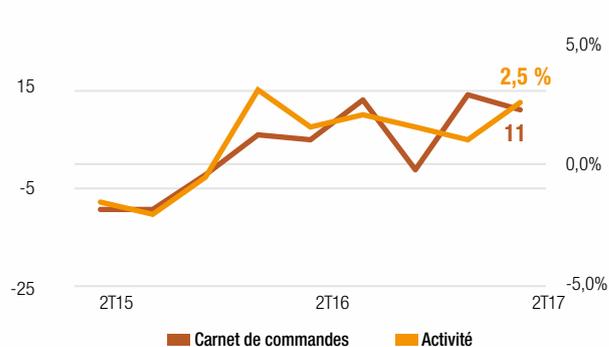
Normandie



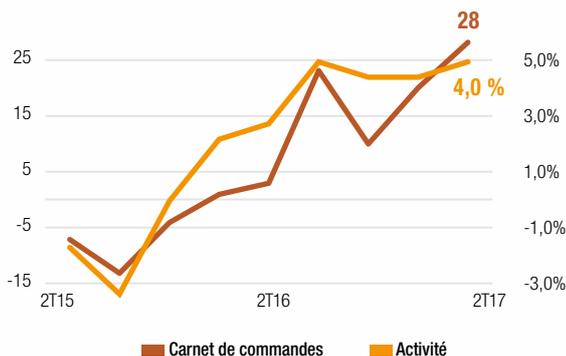
Nouvelle Aquitaine



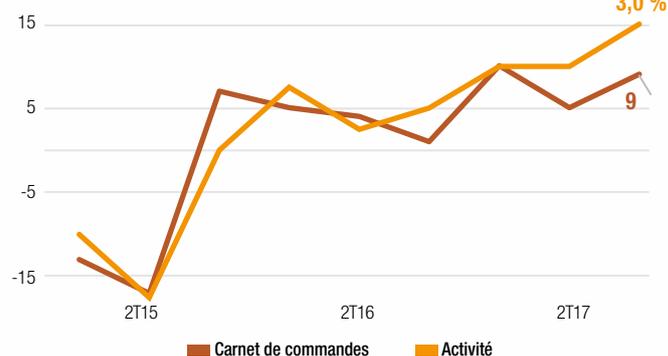
Occitanie



Pays de la Loire



Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse



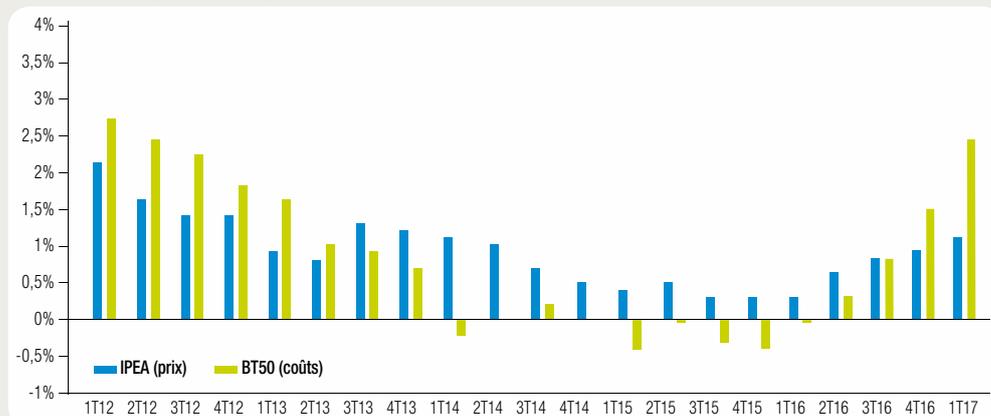
PRIX ET COÛTS

ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

Des coûts qui augmentent plus rapidement que les prix

Au 1^{er} trimestre 2017, les coûts augmentent de +2,4 % par rapport au même trimestre de l'année précédente, sur la même période, les prix affichent une progression plus modérée de +1,1 %. L'augmentation globale des prix est présente sur tous les types de travaux, mais elle est essentiellement due à la hausse constatée des prix des travaux de menuiserie métallique et serrurerie (+3,4 %) et de plâtrerie (+2,3 %).

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEEM ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Évolution des prix par corps de métiers (1T2017 / 1T2016)

Maçonnerie Béton Armé Carrelage	+0,3 %
Peinture Revêtement mural et de sol souple	+0,3 %
Menuiseries Bois PVC	+1,7 %
Génie climatique	+0,6 %
Plomberie sanitaire	+1,8 %
Couverture zinguerie	+0,5 %
Électricité	+0,9 %
Menuiserie métallique Serrurerie	+3,4 %
Plâtrerie	+2,3 %

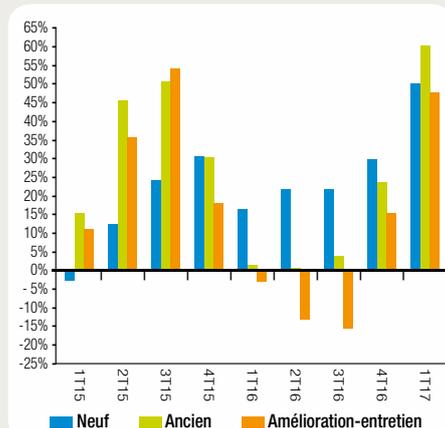
Source : INSEE et MEEM.

CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS

Le montant global des crédits en très forte hausse : + 56,9 %

Les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf continuent de progresser : + 50 % au 1^{er} trimestre 2017 (par rapport au même trimestre de l'année précédente), pour les logements anciens, + 60,2 % sur la même période. Quant aux crédits destinés aux travaux d'entretien-amélioration, ils augmentent également ce trimestre, plus modérément, + 47,5 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.

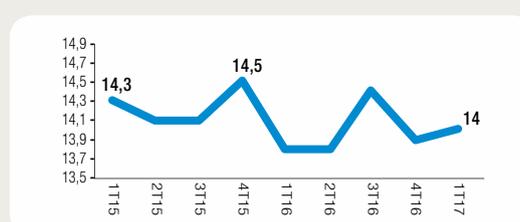
Ces chiffres sont toutefois à prendre avec précaution car le montant des crédits à l'habitat inclut les prêts aidés et les renégociations de contrats.



Source : Banque de France.

Évolution du taux d'épargne des ménages

Au 1^{er} trimestre 2017, le taux d'épargne s'établit à 14 % (soit 0,1 point de plus par rapport au trimestre précédent), dans un contexte de stabilisation du pouvoir d'achat et d'une baisse de la consommation des ménages.



Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en mai 2017
Évolution annuelle (M/M-12)

101,28 + 0,8 %

Indice du coût de la construction

Valeur au 1T17
Évolution annuelle (T/T-4)

1 650 + 2,17 %

Indice de référence des loyers

Valeur au 2T17
Évolution annuelle (T/T-4)

126,19 + 0,75 %

Source : MEEM, publication au JO du 14/04/2017, base 100 en 2010

INDEX BT50

Valeur en mars 2017
Évolution annuelle (T/T-4)

108,4 + 2,4 %

Source : MEEM, parution au JO le 05/07/2017, base 100 en 2010

COURS DES MÉTAUX

Aluminium

En dollars/tonne en mai 2017
Évolution annuelle (M/M-12)

1 915,5 + 22,7 %

Cuivre

En dollars/tonne en mai 2017
Évolution annuelle (M/M-12)

5 615,0 + 19,5 %

Zinc

En dollars/tonne en mai 2017
Évolution annuelle (M/M-12)

2 592,8 + 38,3 %

PRIX DE VENTE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION*

Béton prêt à l'emploi

Valeur en avril 2017
Évolution annuelle (M/M-12)

95,7 + 1,7 %

Produits sidérurgiques de base et ferroalliages

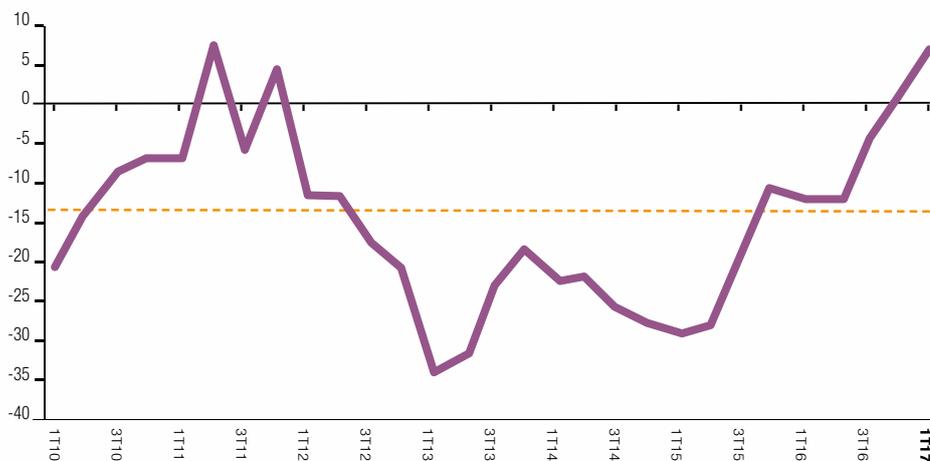
Valeur en avril 2017
Évolution annuelle (M/M-12)

104,2 + 17,5 %

Source : INSEE, indice base 100 en 2010.

(* L'indicateur sur l'indice du prix de vente des produits céramiques et matériaux de construction n'existe plus sur le site producteur, il n'y a plus de parutions. Il n'y a donc pas de mise à jour à ce trimestre.

BESOINS DE TRÉSORERIE

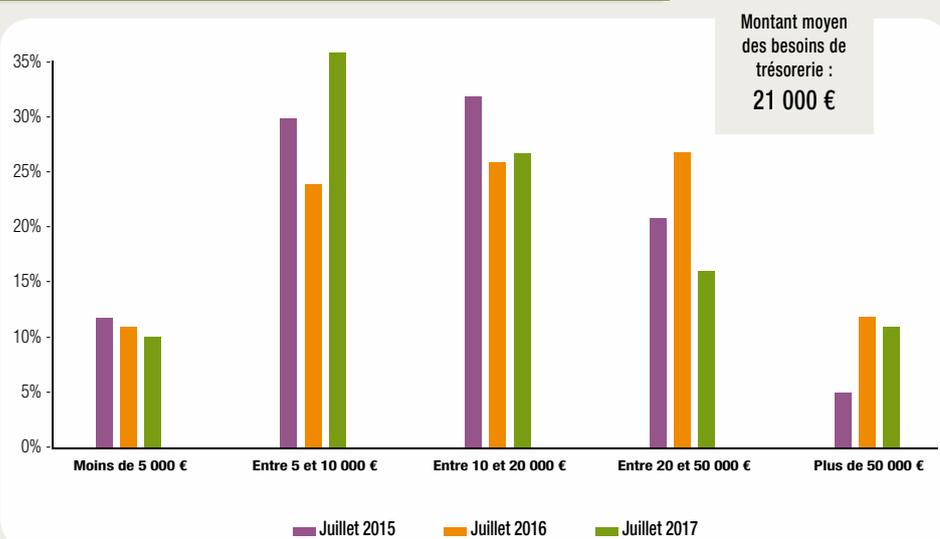


Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent (en violet : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

Une trésorerie qui continue de s'améliorer

Pour trois trimestres consécutifs, le solde d'opinions concernant la trésorerie est positif. Au 2^{ème} trimestre 2017, il s'établit à + 8 points (contre - 14 points pour la moyenne de long terme) avec 14 % des entreprises déclarant une détérioration de leur trésorerie et 22% une amélioration.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB - I+C.

Des besoins de trésorerie qui augmentent

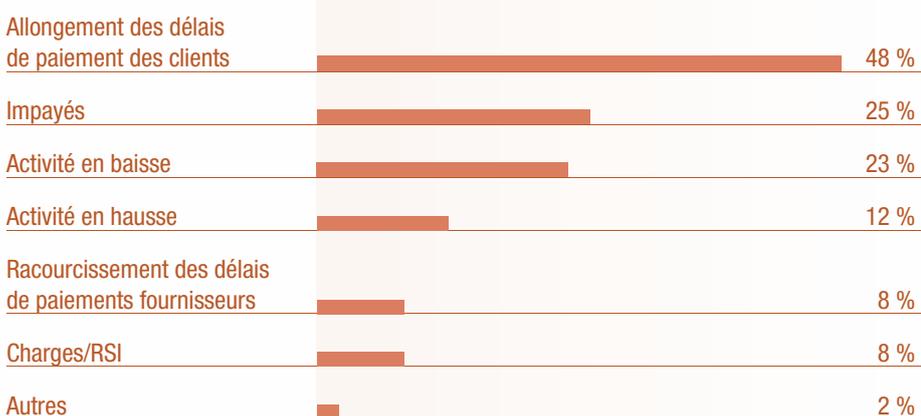
Au 2^{ème} trimestre 2017, 25 % des entreprises font état de besoins de trésorerie (contre 46 % au même trimestre de l'année précédente), dont 54 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

En juillet 2017, le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises augmente légèrement et atteint 21 000 €.

Au 2^{ème} trimestre 2017, 21 % des entreprises déclarent une baisse des marges, contre 16 % une hausse, soit un solde d'opinions négatif de - 5 points (contre - 12 points au trimestre précédent).

ORIGINE DES DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE

Plusieurs réponses sont possibles



Source : CAPEB - I+C.

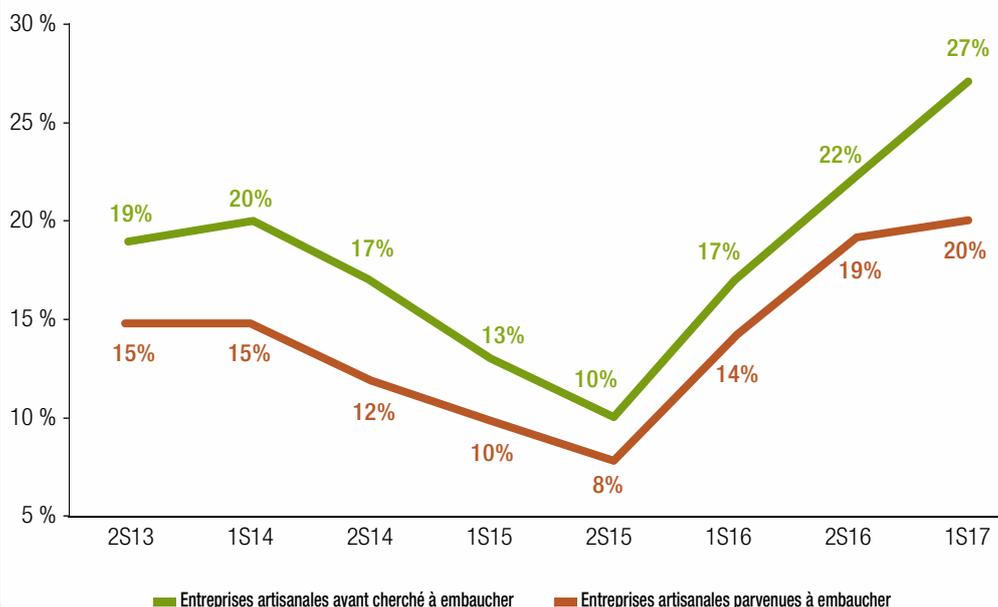
Avril 2017

Pour 48 % des entreprises, les difficultés de trésorerie viennent de l'allongement des délais de paiement des clients. Pour près d'un quart, cela vient des impayés (25 %) et de la baisse de l'activité (23 %). 12 % des entreprises constatent des difficultés de trésorerie dû à une hausse de l'activité. Pour 8 % des entreprises, cela vient du raccourcissement des délais de paiement des fournisseurs ou des charges.

Début avril 2017, le délai de paiement moyen des clients est de 21 jours (soit le même niveau qu'un au auparavant). Celui-ci augmente avec la taille de l'entreprise allant de 19 jours pour les entreprises sans salarié, à 30 jours pour les entreprises de 10 à 19 salariés.

LES EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Recrutements réalisés



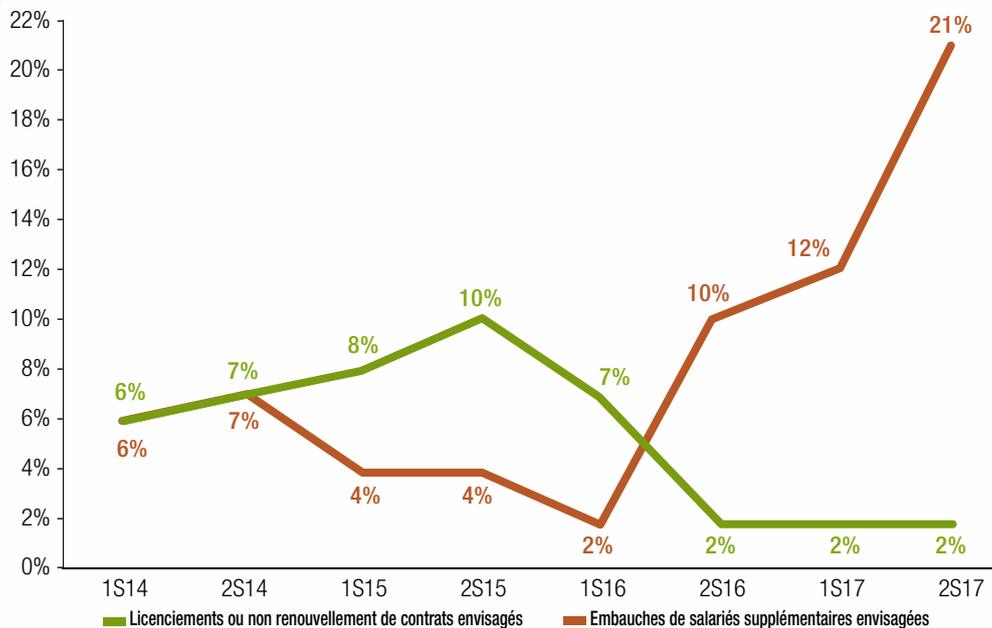
Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

27 % des entreprises artisanales ont cherché à embaucher au cours du premier semestre 2017.

Près de 7 % d'entre elles (hors entreprises artisanales de 0 salarié) ne sont pas parvenues à satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre (contre 3 % un an auparavant).

LES INTENTIONS D'EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Évolutions de l'emploi envisagées



Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

Pour le troisième semestre consécutif, le nombre d'entreprises envisageant de licencier ou de ne pas renouveler des contrats est inférieur au nombre d'entreprises souhaitant embaucher.

77 % des entreprises prévoient de maintenir l'emploi à son niveau actuel au second semestre 2017 (contre 88 % au second semestre 2016).

21 % des entreprises pensent embaucher des salariés supplémentaires (contre 10 % un an auparavant). Ces intentions d'embauche concernent aussi bien des remplacements (départ en retraite, CDD...) qu'un surcroît d'activité.

Seulement 2 % des chefs d'entreprise envisagent de licencier ou de ne pas renouveler les contrats au second semestre 2017 (comme au second semestre 2016), c'est ainsi que 60 % d'entre eux ne renouvellent pas les contrats et 40 % licencient (contre 55 % au second semestre 2016).

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

Créations : - 1,3 %

Au 1^{er} trimestre 2017, 18 037 créations (y compris auto-entrepreneurs) ont été enregistrées **dans le BTP** (- 1,3 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Source : INSEE.

Défaillances : - 14,2 %

Au 1^{er} trimestre 2017, 3 484 défaillances d'entreprises ont été enregistrées **dans l'artisanat du bâtiment** (- 14,2 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Source : Banque de France.

EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 342 800 au 1^{er} trimestre 2017, soit une hausse de l'emploi de + 0,1 % sur un an. En parallèle, il augmente de + 1,2 % sur la même période pour l'ensemble des secteurs.

Emploi intérimaire

Au 4^{ème} trimestre 2016, le secteur de la construction totalise 110 676 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 97 769 au même trimestre de l'année précédente. L'intérim est donc en hausse (+ 13 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 7,8 %.

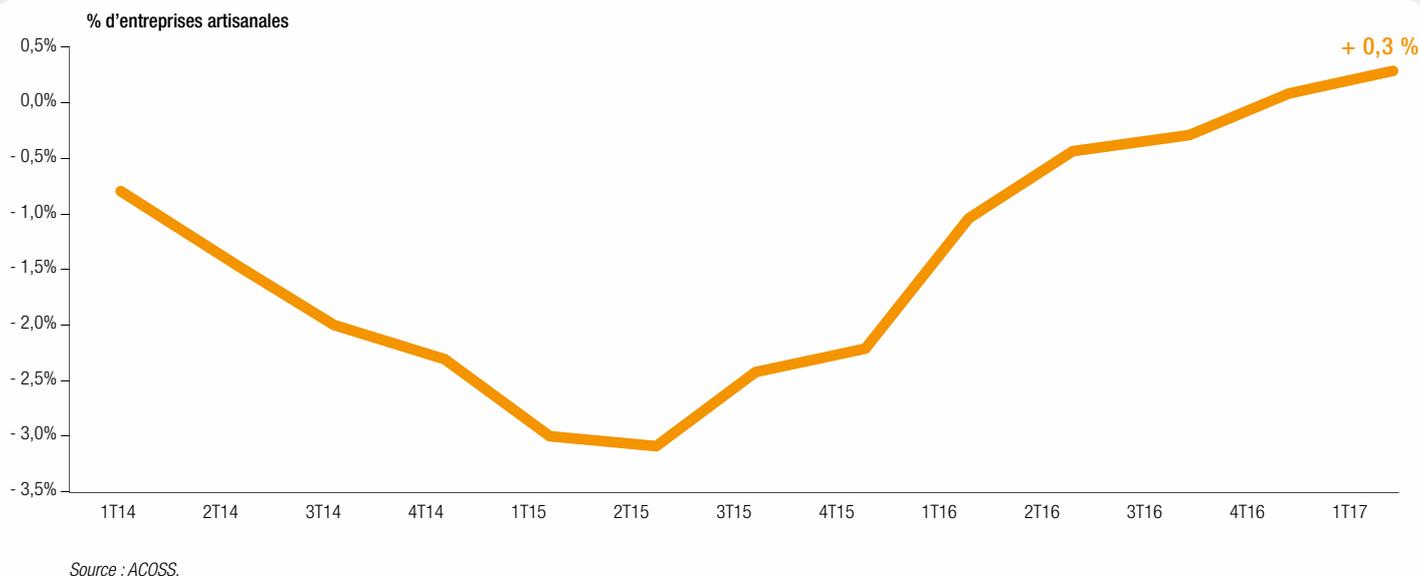


EMPLOI SALARIÉ DANS LES ENTREPRISES DU BTP DE MOINS DE 20 SALARIÉS

Évolution de l'emploi salarié dans les entreprises de moins de 20 salariés du BTP

Au 1^{er} trimestre 2017, l'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés augmente de + 0,3 % (par rapport au même trimestre l'année précédente), ce sont deux trimestres consécutifs de hausse.

L'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés s'établit à 692 758 au 1^{er} trimestre 2017 (contre 690 569 au 1^{er} trimestre 2016).



Methodologie : Les données relatives à l'activité de la note de conjoncture trimestrielle CAPEB/I+C résultent d'une enquête réalisée en mars 2017 auprès d'un panel de 1 700 entreprises artisanales du bâtiment réparties par corps de métiers, par région et par effectif salarié.

Crédit photo : iStockPhoto © 2017